EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU BUREAU DE LA MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Séance du jeudi 26 juin 2025

Madame Martine VASSAL, Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, a ouvert la séance à laquelle ont été présents 28 membres.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Martial ALVAREZ - Christian AMIRATY - Philippe ARDHUIN - François BERNARDINI - Christian BURLE - Emmanuelle CHARAFE - Gaby CHARROUX - Georges CRISTIANI - Daniel GAGNON - David GALTIER - Gerard GAZAY - Patrick GHIGONETTO - Philippe GINOUX - Jean-Pierre GIORGI - Jean-Pascal GOURNES - Nicolas ISNARD - Didier KHELFA - Vincent LANGUILLE - Arnaud MERCIER - Danielle MILON - Véronique MIQUELLY - Pascal MONTECOT - Roland MOUREN - Catherine PILA - Laurent SIMON - Martine VASSAL - Amapola VENTRON - Frédéric VIGOUROUX.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Roland GIBERTI représenté par Patrick GHIGONETTO - Didier REAULT représenté par David GALTIER - Michel ROUX représenté par Amapola VENTRON - David YTIER représenté par Pascal MONTECOT.

Etaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :

Éric LE DISSES - Serge PEROTTINO - Henri PONS.

Madame la Présidente a proposé au Bureau de la Métropole d'accepter les conclusions exposées ci-après et de les convertir en délibération.

TCM-034-18058/25/BM

■ Mesures d'accompagnement à titre onéreux pour l'entretien des espaces qualifiés - Approbation d'une convention

137135

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Les dépôts sauvages de déchets sont un fléau qui ont des impacts importants sur la qualité de vie des habitants, l'environnement et la santé publique. La Ville de Marseille, deuxième ville de France, concentre un nombre important de ces actes illégaux qui représentent une nuisance pour les riverains et un coût élevé pour les collectivités.

La situation particulière de la Ville de Marseille tant de part de son étendu que l'importance de sa population, nécessite un renforcement de actions permettant de lutter contre les dépôts sauvages.

Afin d'améliorer la coordination des politiques qu'elles mènent en matière de voirie et de gestion des espaces publics de Marseille, notamment en matière de propreté urbaine, la Ville et la Métropole ont adopté une convention de coopération qui a mis en place en place une gouvernance et des instances de pilotage dédiées depuis le 1er janvier 2023.

Il est aujourd'hui nécessaire d'aller plus loin et de renforcer la coordination des actions engagées par la Métropole et la Ville en matière de lutte contre les dépôts sauvages, ainsi que l'a relevé la mission d'information et d'évaluation sur la collecte des déchets sur le territoire de la Métropole Aix-en-Provence présidée par Madame Christine JUSTE, conseillère métropolitaine déléguée à la Propreté de la ville de Marseille, et dont les conclusions ont été présentées lors du Conseil métropolitain du 27 juin 2024.

A travers la présente convention, il est proposé, à titre expérimental pour une durée d'un an, de renforcer la collecte des dépôts illégaux de déchets ainsi que les actions de prévention, de contrôle et de sanction des auteurs de ces infractions.

Cette convention conclut également un processus de médiation entre la Métropole et la Ville qui a fait suite à l'émission de neuf titres exécutoires de la Métropole à l'encontre de la Ville et ayant pour objet des frais d'enlèvement de dépôts sauvages et le dépôt par la Ville, contre chacun de ces titres, d'une requête introductive d'instance auprès du Tribunal Administratif de Marseille.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;
- Les articles L.5217-7 I et L.5215-27 du Code général des collectivités territoriales ;
- Le règlement de collecte métropolitain.

Considérant

- La volonté commune de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de la Ville de Marseille de renforcer la lutte contre les dépôts illégaux de déchets et de mieux sanctionner leurs auteurs.

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention entre la Ville et de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence sur la gestion des dépôts sauvages et valant accord de médiation, ci-annexée.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Certifié Conforme,
Le Vice-Président Délégué,
Propreté,
prévention et valorisation des déchets

Roland MOUREN